

# TOGO

## RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Le Togo est une république gouvernée par le président Faure Gnassingbé, réélu en mars 2010 au cours d'élections décrites par les observateurs internationaux comme globalement libres et équitables. Le Rassemblement du peuple togolais (RPT), parti qui dominait la vie politique, contrôlait fermement l'ensemble des différents échelons d'un État fortement centralisé. Les forces de sécurité étaient placées sous l'autorité de l'administration civile.

Les principaux problèmes en matière de droits de l'homme signalés au cours de l'année étaient notamment les suivants : usage excessif de la force par les forces de sécurité, notamment des actes de torture, impunité des responsables publics et conditions carcérales dures et menaçant le pronostic vital.

Arrestations et détentions arbitraires, longues détentions provisoires notamment, et influence de l'exécutif sur le judiciaire ont constitué d'autres exemples de violations des droits de l'homme. Le gouvernement a empiété sur le droit à la vie privée des citoyens et limité la liberté de la presse, de réunion et de mouvement. La corruption des responsables publics était répandue. La discrimination et la violence envers les femmes ont constitué des problèmes. Des cas de maltraitance d'enfants ont été signalés produits, notamment des mutilations génitales féminines (MGF) et des cas d'exploitation sexuelle. La traite des personnes et la discrimination sociale à l'encontre des handicapés ont également été problématiques. Les handicapés, certains groupes régionaux et ethniques, ainsi que les membres de la communauté lesbienne, gay, bisexuelle et transgenre ont continué d'être victimes de la discrimination sociétale et des responsables publics. On a également signalé une importante discrimination sociétale contre les personnes vivant avec le VIH. Le travail des enfants, notamment le travail forcé, a constitué un autre problème.

L'État n'a pris que de rares mesures pour poursuivre ou sanctionner les responsables publics qui se sont rendus coupables de ces violations, et l'impunité était répandue, surtout au sein des forces de sécurité.

## **Section 1. Respect de l'intégrité de la personne, y compris le droit de vivre à l'abri des atteintes suivantes :**

### **a. Privation arbitraire ou illégale de la vie**

Aucune exécution arbitraire ou illégale imputée aux pouvoirs publics ou à leurs agents n'a été signalée au cours de l'année.

Aucune mesure n'a été prise à l'encontre des forces de sécurité responsables d'avoir tué ou blessé des manifestants en 2010.

Malgré la mise en place en 2009 de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation (CVJR) pour répondre aux pressions publiques et internationales portant sur la reconnaissance des plaintes des victimes des violences politiques commises entre 1958 et 2005, l'impunité a continué de régner (voir section 5).

### **b. Disparitions**

Aucune disparition à caractère politique n'a été signalée.

### **c. Torture et autres châtiments ou traitements cruels, inhumains ou dégradants**

La constitution interdit de telles pratiques. Cependant, le code pénal ne contient aucune disposition qui définisse et criminalise la torture, et les violations commises par les forces de sécurité, dont les actes de torture, ont constitué un problème. Ainsi, Amnesty International (AI) et des organisations locales de défense des droits de l'homme ont signalé qu'au cours d'interrogatoires, des policiers et des gendarmes avaient fait subir des sévices à des détenus et avaient passé des prisonniers à tabac et qu'en détention, les enfants et les jeunes risquaient de subir des sévices corporels. Les autorités n'ont poursuivi aucun responsable public pour ce type de violations, et l'impunité est demeurée un grave problème.

Au mois de mars, le comité des droits de l'homme du Haut-commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a publié un rapport exprimant ses inquiétudes concernant des actes présumés de maltraitance et de torture commis en détention, notamment dans les locaux de l'Agence nationale des renseignements (ANR). Ce rapport critiquait l'État pour n'avoir pas enquêté à ce sujet et n'avoir pas défini et criminalisé la torture. Les journalistes présents dans le pays qui ont écrit des

articles concernant le rapport ont par la suite été menacés de torture (voir section 2.a.).

Les 33 personnes soupçonnées d'avoir fomenté un coup d'État et arrêtées en 2009, dont Kpatcha Gnassingbé, demi-frère du président, ont été jugées et déclarées coupables par la Cour suprême au mois de septembre. Parmi les condamnés, plusieurs ont indiqué avoir été torturés pendant leur détention provisoire par l'ANR. Kossi Adjnon, capitaine de l'armée, a déclaré être resté suspendu par les mains à une barre pendant trois jours. L'ancien chef de la police, Olivier Amah Other, qui souffre d'hypertension, a indiqué avoir été maintenu en isolement cellulaire pendant trois mois sans aucun soin médical. D'autres suspects ont dit avoir été enchaînés nus au mur, passés à tabac, et privés de nourriture. Gnassingbé et l'ancien chef de l'armée, Assani Tidjani, ont été condamnés à 20 ans de prison. Les peines pour les autres suspects allaient de 12 mois à 20 ans d'emprisonnement.

Les détenus étaient pour la plupart entre les mains de l'ANR et inculpés d'atteinte à la sécurité de l'État, de conspiration et de rébellion, ainsi que de « violence volontaire ». Selon AI, certains de ces individus ont d'abord été détenus au secret et plusieurs n'ont pu recevoir de visites ni de leur famille, ni, parfois, de leurs avocats. L'accès aux détenus, refusé au départ au Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et à d'autres organisations de défense des droits de l'homme, a été par la suite accordé.

Les allégations de torture par l'ANR faites par les prisonniers à leur procès ont été ensuite transmises à la Commission nationale des droits de l'homme, organisme public, qui a publié son rapport le 17 février. Ce dernier a confirmé la plupart des accusations et publié des recommandations, notamment la prise de sanctions à l'encontre des coupables des violations, la compensation des victimes et l'amélioration du contrôle de l'ANR.

### **Conditions dans les prisons et les centres de détention**

Les conditions carcérales sont demeurées rudes et mettant la vie des prisonniers en danger : surpeuplement important, conditions sanitaires médiocres, alimentation peu saine. À la fin de l'année, la prison centrale de Lomé, construite à l'origine pour accueillir 666 prisonniers et pourtant déjà agrandie, comptait 1.964 détenus. En 2009, les médias ont indiqué que des prisonniers y mouraient de faim et recevaient en général un repas par jour d'une valeur équivalant à 150 francs CFA (0,31 dollar É.-U.). En 2010, le directeur de la prison centrale a confirmé que les prisonniers adultes recevaient un repas par jour et les délinquants juvéniles, trois.

Les prisonniers ont eu accès à de l'eau potable, mais les installations médicales étaient médiocres, et les maladies et la consommation de drogue répandues. Il semblerait que, s'ils tombaient malades, les prisonniers devaient payer 1.500 francs CFA (3,12 dollars É.-U.) aux gardes avant d'être autorisés à se rendre à l'infirmerie, et que les responsables de la prison leur refusaient parfois l'accès au traitement médical. Des avocats et des journalistes ont signalé que des gardes exigeaient des prisonniers une petite redevance pour se doucher, aller aux toilettes ou obtenir une couche. Selon la presse locale, les prisonnières étaient victimes du harcèlement sexuel de la part des gardiens de prison.

Les statistiques officielles concernant le nombre de décès de prisonniers en détention n'étaient pas disponibles, mais le directeur de la prison centrale a confirmé qu'au cours de l'année, 23 détenus étaient décédés de différentes causes, notamment asthme, hypertension et tuberculose.

Au 28 octobre, 4.334 prisonniers, dont 92 femmes, étaient répartis dans les douze prisons et centres de détention du pays. Pendant l'été, la brigade des mineurs comptait trente délinquants juvéniles, dont six ont été remis en liberté au début de l'année scolaire. Les enfants des détenues et des prisonnières étaient confiés à des garderies privées recevant une assistance publique. Les personnes en détention provisoire n'étaient pas séparées des prisonniers purgeant leur peine.

Prisonniers et détenus pouvaient recevoir des visites de manière raisonnable et jouissaient d'une liberté d'observance religieuse.

Les autorités leur permettaient de déposer des plaintes sans les censurer auprès des instances judiciaires et de demander une enquête en cas d'allégations crédibles de conditions inhumaines. Cependant, ces plaintes ont rarement donné suite à des enquêtes, qui ne sont pas accessibles au public. L'État n'a contrôlé et examiné que rarement les conditions carcérales et l'impunité des responsables publics est demeurée un problème.

Il n'existait pas de médiateurs travaillant au nom des prisonniers et des détenus. Il n'y avait pas de solutions alternatives à l'incarcération, et aucune amélioration concernant l'état et les circonstances de l'emprisonnement des délinquants juvéniles, les détentions provisoires ou les procédures d'archivage. Cependant, le ministère de la Justice a poursuivi ses efforts pour résoudre ces différents problèmes grâce à un programme de réforme pluriannuel financé par l'Union européenne.

Les organisations non gouvernementales (ONG) locales accréditées par le ministère de la Justice ont pu se rendre dans les prisons à tout moment, bien que la procédure d'accréditation puisse prendre jusqu'à un an. Les ONG internationales quant à elles doivent négocier un accord avec l'État pour obtenir un tel accès. Au cours de l'année, le CICR et d'autres organisations internationales de défense des droits de l'homme l'ont obtenu, mais seuls des groupes reconnus au niveau international comme le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et le CICR ont pu se rendre dans les centres de détention de l'ANR.

#### **d. Arrestations ou détentions arbitraires**

La constitution et la loi interdisent les arrestations et les détentions arbitraires ; pourtant, le gouvernement n'a pas toujours respecté ces interdictions.

#### **Rôle de la police et de l'appareil de sécurité**

Les forces de sécurité sont composées de l'armée de terre, de la marine, de l'armée de l'air, du service de sécurité nationale (police nationale et bureau d'enquête) et de la gendarmerie. L'ANR est responsable de la sécurité et du renseignement aux niveaux national et international, notamment des enquêtes criminelles. La police relève du ministère de la Sécurité et de la Protection civile, qui rend compte au Premier ministre. Le ministère de la Défense, quant à lui, placé sous l'autorité directe du président, dirige l'armée et la gendarmerie. La police et la gendarmerie sont en charge de l'application des lois et du maintien de l'ordre public. L'armée, enfin, est responsable de la sécurité extérieure. Environ 80 % des soldats et officiers militaires sont kabyè, groupe ethnique représentant 23 % de la population et dont sont issus l'ex-président et le président actuel.

La police est globalement corrompue et inefficace et son impunité est demeurée un problème. En cas de violation, les forces de sécurité ont été sujettes à des enquêtes disciplinaires en interne et des poursuites de la part du ministère de la Justice, mais cela s'est produit rarement. En général, l'État n'a pas enquêté sur les cas d'abus ni puni effectivement les coupables. Bien souvent, la police n'est pas intervenue en cas de violence sociétale.

Au mois de juin, l'armée a créé une unité spéciale de police militaire pour imposer la discipline aux soldats en poste à Lomé. Bien qu'aucun chiffre officiel n'ait été publié, de nombreux soldats ont été incarcérés pour diverses infractions.

## **Procédures d'arrestation et traitement des personnes en détention**

La loi autorise les juges, les policiers haut-gradés, les préfets et les maires à délivrer des mandats d'arrêt ; toutefois, des personnes ont été placées en détention provisoire de manière arbitraire et secrète et sans aucun mandat. Bien que les personnes détenues aient le droit de connaître les charges retenues contre elles, la police a parfois ignoré ce droit. La loi autorise les détentions au secret sans inculpation pendant 48 heures, avec possibilité d'une prorogation de 48 heures supplémentaires en cas d'affaire jugée grave ou complexe. La loi stipule en outre qu'un juge d'exception doit être responsable de l'instruction de l'affaire afin de déterminer la pertinence des preuves et fixer le montant de la caution ; cependant, dans la pratique, les détenus sont souvent restés en détention pendant de longues périodes et sans caution, avec ou sans l'approbation d'un juge. Les membres des familles et les avocats avaient officiellement le droit d'accéder aux détenus après 48 ou 96 heures de détention provisoire, mais les autorités ont souvent retardé cet accès ou l'ont parfois carrément refusé.

Arrestations arbitraires : Les forces de sécurité ont procédé à des arrestations arbitraires au cours de l'année.

Ainsi, le 10 décembre, elles ont arrêté Adou Séibou, président du MEET, groupe étudiant de l'université de Lomé à la tête de manifestations, ainsi que dix autres étudiants. Ils ont tous été relâchés le même jour.

Au cours de l'année, des manifestants ont été arrêtés de manière arbitraire (voir section 2.b.).

Bien que la loi interdise les arrestations pour dettes non remboursées, selon la Ligue togolaise des droits de l'homme, des personnes en nombre inconnu ont été arrêtées pour dettes et placées en détention à la gendarmerie et dans des postes de police pendant plus de 48 heures.

Les 33 personnes soupçonnées d'avoir fomenté un coup d'état et arrêtées en 2009, dont Kpatcha Gnassingbé, l'un des demi-frères du président et député, ont été déclarées coupables et condamnées en conséquence (voir section 1.e.).

Détention provisoire : Le nombre insuffisant de juges et de personnel qualifié ainsi que l'inaction des autorités ont entraîné de longues détentions provisoires, plus longues que les peines de prison qu'auraient reçues les individus concernés s'ils

avaient été jugés et condamnés. Près de 80 % des prisonniers sont en fait en détention provisoire.

Amnistie : Le 5 janvier, le président a gracié 270 prisonniers, pour la plupart en détention provisoire depuis aussi ou plus longtemps que les peines de prison qu'ils auraient reçues s'ils avaient été condamnés.

### **e. Dénier de procès équitable et public**

Bien que la constitution assure l'indépendance du judiciaire, l'exécutif continue d'exercer sur lui un certain contrôle. La corruption est demeurée un véritable problème au Togo. Les avocats soudoyaient souvent les juges pour influencer leurs verdicts. Le système judiciaire est resté surchargé et en sous-effectif.

Le Togo comptait trois associations de magistrats : le Syndicat des magistrats du Togo (SMT), l'Association nationale des magistrats (ANM) et l'Association professionnelle des magistrats du Togo (APMT), dont la majorité des membres soutenait le RPT, parti au pouvoir, et recevait apparemment les postes les plus prestigieux, alors que les juges partisans de l'indépendance du judiciaire et membres de l'ANM ou du SMT étaient souvent nommés à des postes secondaires.

Il existe également pour juger les crimes commis par les forces de sécurité un tribunal militaire qui délibère à huis clos. Il n'est pas habilité à juger les civils et n'accorde pas aux défenseurs militaires les mêmes droits qu'aux civils.

### **Procédures applicables au déroulement des procès**

Le système judiciaire repose sur une combinaison du droit coutumier et du code Napoléon pour juger les affaires civiles et pénales. Les prévenus ne bénéficient pas de la présomption d'innocence. Les procès sont ouverts au public, avec jurys, et les procédures judiciaires ont été globalement respectées. Les prévenus ont le droit d'être présents à leurs procès, de bénéficier de l'assistance d'un avocat et de faire appel des décisions. Tous les prévenus ont droit à un avocat et le barreau en a fourni parfois un aux plus pauvres dans le cadre d'affaires pénales. Les prévenus ont le droit d'interroger les témoins à charge et de présenter des témoins et des preuves à leur décharge. Dans la pratique, tous ces droits sont respectés. En revanche, bien que le prévenu ait le droit d'avoir accès aux pièces à conviction détenues par le parquet qui sont pertinentes dans le cadre de l'affaire, ce droit n'a pas été respecté en pratique.

La loi n'a pas accordé ces droits aux individus traduits devant les tribunaux militaires. Les femmes sans éducation formelle ou issues d'un milieu rural semblaient ignorer leurs droits ou craignaient de les revendiquer.

Dans les zones rurales, le chef du village ou un conseil des sages est habilité à juger des affaires civiles ou pénales mineures. Les individus qui refusent l'autorité des tribunaux coutumiers peuvent saisir les tribunaux modernes, point de départ des procès en zones urbaines.

### **Prisonniers et détenus politiques**

Les 33 personnes soupçonnées d'avoir fomenté un coup d'État et arrêtées en 2009, dont Kpatcha Gnassingbé, demi-frère du président, ont été jugées et déclarées coupables par la Cour suprême au mois de septembre (voir section 1.e.). Parmi les condamnés, plusieurs ont indiqué avoir été torturés par l'ANR pendant leur détention provisoire (voir section 1.c.).

### **Décisions par les tribunaux régionaux des droits de l'homme**

En novembre 2010, la Cour constitutionnelle a statué que les neuf députés parlementaires avaient dûment perdu leur siège parce qu'ils avaient changé de parti politique, passant de l'Union des forces de changement (UFC) à l'Alliance nationale pour le changement (ANC). Les neuf députés, dont Jean-Pierre Fabre, chef de renom de l'opposition, ont fait appel de la décision auprès de l'Union interparlementaire et du tribunal de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest, qui, au cours de l'année, ont toutes deux statué en faveur de l'ANC. Cependant, à la fin de l'année, l'État et la Cour constitutionnelle n'avaient réintégré aucun des neuf députés.

### **Procédures et recours judiciaires au civil**

La constitution et la loi prévoient des recours civils et administratifs en cas de méfaits, mais le judiciaire ne respecte pas ces dispositions et les citoyens, pour la plupart, en ignorent l'existence.

### **f. Ingérence arbitraire dans la vie privée, la famille, le domicile ou la correspondance**

La constitution et la loi interdisent de telles pratiques et l'État a généralement

respecté ces interdictions dans les faits. Dans le cadre des affaires pénales, un juge ou un policier haut-gradé peut autoriser les perquisitions de domiciles privés ; en revanche, dans le cas des affaires politiques et de sécurité nationale, une autorisation préalable n'est pas nécessaire aux forces de sécurité.

Les citoyens pensaient être sur écoute téléphonique et faire l'objet d'une surveillance de leur correspondance, bien que ces pratiques n'aient pas été confirmées.

## **Section 2. Respect des libertés individuelles, notamment :**

### **a. Liberté d'expression et liberté de la presse**

#### **État de la liberté d'expression et de la liberté de la presse**

La constitution garantit la liberté d'expression et la liberté de la presse, mais la loi impose d'importantes sanctions à l'encontre de journalistes qui se rendent coupables de « graves erreurs ». Dans les faits, l'État a restreint ces droits, mais dans une moindre mesure que les années précédentes. L'impunité des crimes commis par le passé contre les journalistes et les procès pour diffamation ont encouragé l'autocensure.

Liberté d'expression : Contrairement aux années précédentes, il n'a pas été signalé que les individus se montraient réticents à critiquer l'État en public comme en privé en raison de la violence des représailles commises par le passé par des agents de l'État et de la possibilité de responsabilité civile.

Liberté de la presse : L'État était propriétaire d'un quotidien dont il assurait le fonctionnement. Il existait également deux quotidiens indépendants. Une trentaine de journaux privés ont été publiés plus ou moins régulièrement. La presse indépendante était dynamique, extrêmement politisée pour la plupart, et parfois très critique vis-à-vis de l'État.

Violence et harcèlement : Au cours de l'année, des journalistes ont créé un groupe baptisé « SOS journalistes en danger » après avoir reçu, soi-disant de l'État, une lettre anonyme de menaces à l'encontre de dix journalistes de renom en raison de leurs critiques de l'État et de l'ANR dans leurs articles. La lettre, largement reprise dans la presse nationale, citait un haut responsable selon lequel les dix journalistes en question étaient surveillés et feraient bientôt l'expérience de la torture qu'ils décrivaient. La lettre ajoutait que l'intégrité physique des journalistes serait visée

par des « accidents déguisés », des « empoisonnements » et des « affaires montées de toutes pièces ». Les dix journalistes cités avaient couvert un rapport publié au mois de mars par le comité des droits de l'homme du Haut-commissariat des Nations Unies pour les droits de l'homme qui s'inquiétait d'allégations de torture et de maltraitance en détention, en particulier dans les locaux de l'ANR. Le colonel Dokisime Gnama Latta, ministre de la Sécurité et de la Protection civile, a estimé que les allégations contenues dans la lettre relevaient d'une « campagne savamment orchestrée » et constituaient des « montages scandaleux et d'affabulation grotesque » et a qualifié la liste de « fictive ». En fin d'année, il n'avait été fait aucun mal à aucun des journalistes menacés.

Au cours de l'année, des informations se sont fait jour selon lesquelles, en août 2010, des gendarmes avaient agressé Didier Ledoux, journaliste au quotidien *Liberté Hebdo*, alors qu'il était en train de prendre en photo les principaux tribunaux de Lomé, où des procès pour diffamation étaient en cours contre deux journaux. Selon Ledoux, les gendarmes l'auraient traîné jusqu'à l'un de leurs véhicules, passé à tabac, forcé à pénétrer dans l'automobile et emporté à la gendarmerie voisine. Dans les quelques minutes qui ont suivi l'arrestation, l'Union des journalistes indépendants du Togo et le Comité des patrons de presse ont téléphoné au commandant de la gendarmerie, qui a ensuite relâché Ledoux.

Par ailleurs, en novembre 2010, des gendarmes habillés en civil ont tiré à bout portant sur le caméraman Tony Sodiji avec une grenade lacrymogène alors qu'il filmait une manifestation. En septembre 2010, des gendarmes l'ont également poignardé alors qu'il couvrait une manifestation.

Censure ou restrictions portant sur le contenu : Quoiqu'en théorie indépendante, la Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication (HAAC), mise en place pour assurer la liberté de la presse, veiller à l'application des normes éthiques et attribuer les fréquences aux chaînes de télévision et aux stations de radio privées, fonctionnait en fait comme l'instrument de censure de l'État. L'HAAC a le pouvoir d'imposer de lourdes peines, comme l'interruption de publications jusqu'à six mois, l'annulation de cartes de presse et la confiscation du matériel des journalistes, pour « crimes », pourtant mal définis. Contrairement à l'année précédente, l'HAAC n'a pas interrompu de publications, ni annulé de cartes de presse.

Le 29 août, la *Tribune d'Afrique*, journal basé au Bénin avec une rédaction à Lomé, a repris sa distribution à l'expiration de son interdiction de le faire. En août 2010, un tribunal pénal avait interdit indéfiniment la distribution du journal, qui

avait publié une série de reportages d'enquêtes sur la participation présumée au trafic de drogue de Mey Gnassingbé, demi-frère du président. Considérée comme critique vis-à-vis de l'État, la *Tribune d'Afrique* a souvent été ciblée par les autorités publiques ces dernières années et convoquée une vingtaine de fois par l'HAAC depuis la publication d'un article en 2009 sur le palais d'Agou, où séjourne le président en fin de semaine. La reprise de la distribution au Togo était due à la décision en date du 14 juillet d'un tribunal d'appel de Lomé réduisant le montant des dommages-intérêts payables par le journal de 60 millions de francs CFA (125.000 dollars É.-U.) à 10 millions de francs CFA (20.800 dollars É.-U.) et la durée de l'interdiction de distribution à trois mois, qui a expiré en novembre 2010.

Lois sur la diffamation/sécurité nationale : Le 2 novembre, un tribunal pénal de Lomé a ordonné à l'hebdomadaire privé *L'Indépendant Express* de payer une amende de 800.000 francs CFA (1.663 dollars É.-U.) et de verser 200 millions de francs CFA (415.000 dollars É.-U.) de dommages-intérêts à Julie Béguédou, PDG de l'entreprise d'importation de riz Élisée Cotrane. Le 16 août, un article du journal avait accusé Béguédou d'avoir l'intention de déverser du riz toxique sur le marché local. Dans une lettre adressée au ministre de la Justice, Reporters sans frontières (RSF) qualifiait l'article de dur et de préjudiciable, mais ajoutait que les dommages-intérêts étaient exorbitants et qu'ils allaient vraisemblablement causer la faillite du journal. RSF soulignait le fait que les procès intentés contre les médias ne devraient pas être motivés par la volonté d'intimider les journalistes et de les pousser à pratiquer l'autocensure.

La radio reste le moyen de communication de masse le plus important, avec une centaine de stations de radio, dont la plupart étaient privées.

Le 2 février, le Conseil national des patrons de presse du Togo, l'Union des journalistes indépendants du Togo et l'Observatoire togolais des médias ont lancé une campagne pour attirer l'attention sur la fermeture en novembre 2010 de trois stations de radio indépendantes par l'Autorité de réglementation des secteurs des postes et de télécommunications (ART&P). La campagne mettait notamment en place des journées d'action « Togo sans presse », des sit-ins devant les sièges des institutions publiques et des manifestations dans différentes villes. Les trois stations (Providence, Métropolys et X-Solaire) ont été fermées parce qu'elles ne disposaient pas des permis d'exploitation requis ou ne répondaient pas aux critères techniques. Le 16 mars, l'ART&P a ordonné la fermeture de Carré Jeune, station de radio communautaire, pour « non-respect des normes professionnelles ». En fin d'année, les stations de radio Providence, Métropolys et Carré Jeune avaient obtenu

les documents exigés et ont pu se remettre à diffuser. En revanche, X-Solaire est restée fermée.

La Télévision togolaise, propriété de l'État, était la seule grande chaîne de télévision du pays. Huit autres petites chaînes ont également émis pendant l'année.

### **Liberté d'accès à l'Internet**

Il n'existait pas de restrictions connues imposées par l'État sur l'accès à Internet, ni de rapports signalant que l'État surveille les courriers électroniques ou les cybersalons sur l'Internet. Les groupes comme les particuliers ont pu exprimer de manière pacifique leurs opinions sur l'Internet, y compris par courrier électronique.

### **Liberté universitaire et manifestations culturelles**

L'État a intimidé les universitaires en maintenant une présence des forces de sécurité à l'Université de Lomé. Selon les étudiants et les professeurs, un système d'informateurs de l'État a continué d'exister et des gendarmes se sont infiltrés sur le campus pour suivre les cours.

## **b. Liberté de réunion et d'association pacifiques**

### **Liberté de réunion**

La constitution et la loi assurent la liberté de réunion, mais ce droit est généralement limité par l'État qui a empêché les partisans de l'opposition de se réunir et dispersé par la force des manifestations plusieurs fois au cours de l'année.

Le 16 mai, l'Assemblée nationale a adopté une loi visant à renforcer ce droit à la protestation pacifique. Cette loi prolonge le préavis nécessaire à l'obtention d'un permis pour manifester de 48 à 72 heures, mais accorde par défaut la permission de manifester en cas d'absence d'une réponse des autorités et permet de faire appel au tribunal en cas de refus de leur part. Alors qu'au départ, elle soutenait la loi, l'ANC a ensuite avancé qu'il s'agissait là d'une manœuvre visant à réprimer le droit de manifester en raison d'une disposition tenant les organisateurs de la manifestation responsables de tout dommage aux biens causé pendant celle-ci. Les observateurs ont souligné le fait que, bien que la loi ait renforcé le droit à manifester et réduit le risque de mesures publiques de répression violente à l'encontre des manifestants, elle n'était cependant pas bien comprise ni appliquée, surtout en dehors de la capitale.

Le 17 mars à Lomé, les forces de sécurité ont tiré avec des balles en caoutchouc et des grenades lacrymogènes sur des partisans du dirigeant de l'ANC, Jean-Pierre Fabre, qui avait appelé à manifester contre la tentative de l'État de réglementer les protestations publiques. Plusieurs manifestants ont été blessés et certains arrêtés. Le colonel Yark Damehane, commandant de la gendarmerie nationale, a déclaré que les manifestations étaient « non autorisées et par conséquent illicites ».

Les forces de sécurité publiques ont, plusieurs fois au cours de l'année, empêché Jean-Pierre Fabre de quitter son domicile pour gonfler les rangs des marches de protestation de l'ANC.

En mai et juin, à l'Université de Lomé, des gendarmes ont utilisé du gaz lacrymogène pour disperser des étudiants qui manifestaient pacifiquement contre des modifications du cursus. Certains étudiants ont été blessés.

En fin d'année, les résultats d'une enquête concernant la violence dont a fait preuve la gendarmerie au mois de juin 2010 pour disperser une manifestation contre l'augmentation des prix de l'essence n'avaient pas été publiés. Les gendarmes avaient en effet utilisé des balles réelles, des matraques et du gaz lacrymogène pour disperser les manifestants, faisant plusieurs morts et de nombreux blessés.

### **Liberté d'association**

Conformément à la constitution et à la loi togolaises, les citoyens ont le droit de créer des associations et des partis politiques et en général, l'État a respecté ce droit dans la pratique.

### **c. Liberté de religion**

Veillez vous référer au *Rapport international sur la liberté de religion* du département d'État, disponible sur [www.state.gov/j/drl/irf/rpt](http://www.state.gov/j/drl/irf/rpt).

### **d. Liberté de circulation, personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, protection des réfugiés et personnes apatrides**

Bien que la loi assure la liberté de circulation à l'intérieur du pays, de voyage à l'étranger, d'émigration et de rapatriement, dans la pratique, l'État a restreint certains de ces droits. Il a travaillé de concert avec le HCR et d'autres organisations humanitaires pour apporter protection et assistance aux personnes

déplacées à l'intérieur du pays, aux réfugiés, aux réfugiés de retour au pays, aux demandeurs d'asile, aux apatrides et aux autres personnes en situation préoccupante.

Déplacement à l'intérieur du pays : Les postes de contrôle des agents de sécurité armés et les fouilles arbitraires des véhicules et des individus étaient fréquents. Le pays comptait quatre postes de contrôle officiels et de nombreux autres officieux ; les forces de sécurité y exigeaient des pots-de-vin et entravaient la liberté de mouvement.

Exil : La constitution interdit l'exil forcé et l'État n'y a pas eu recours. Plusieurs membres de l'opposition et défenseurs des droits de l'homme qui avaient choisi l'exil volontaire sont restés en dehors du pays, par peur des arrestations. Cependant, nombre de ceux qui avaient fui le pays au début des années 90 sont rentrés au Togo, notamment le ministre des Affaires étrangères actuel.

### **Protection des réfugiés**

La loi togolaise ne prévoit pas l'octroi de l'asile ou du statut de réfugié, mais l'État a mis en place un système de protection des réfugiés.

Plus de 7.000 réfugiés ivoiriens ont pénétré sur le sol togolais pour échapper aux actes de violence politique commis à la suite des élections présidentielles en Côte d'Ivoire en décembre 2010. Au départ, l'État leur a accordé systématiquement le statut de réfugié et a construit un camp sur le site d'un ancien hôtel à côté de Lomé. Au fur et à mesure que le nombre des nouveaux arrivants ralentissait et que certains Ivoiriens retournaient dans leur pays, l'État a commencé, au cours de l'année, à filtrer les immigrants pour déterminer s'il convenait ou non de leur accorder le statut de réfugié.

En mars 2010 et de nouveau le mois suivant, environ 300 réfugiés ghanéens ont fui les violents différends territoriaux dans le nord-est du Ghana et franchi la frontière togolaise. Nombre d'entre eux ont d'abord vécu dans des écoles et d'autres bâtiments publics ou dans des tentes fournies par l'État. Ils sont restés au Togo et en fin d'année, ils s'étaient installés dans des tentes et d'autres abris plus permanents érigés avec l'aide du HCR et de l'État.

Protection temporaire : L'État a également continué à apporter une protection temporaire à environ 521 individus qui pouvaient ne pas être éligibles pour le statut

de réfugié en vertu de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et son protocole de 1967.

### **Section 3. Respect des droits politiques : Le droit des citoyens à changer de gouvernement**

La constitution assure aux citoyens le droit de changer de gouvernement de manière pacifique, et les citoyens ont exercé ce droit lors des élections présidentielles de mars 2010. L'État est resté extrêmement centralisé.

#### **Élections et participation politique**

Dernières élections : En mars 2010, Faure Gnassingbé, président sortant et candidat du RPT, parti au pouvoir, a été réélu avec 61 % des votes. La cour constitutionnelle a rejeté les allégations de fraude et d'achat de votes avancées par l'opposition pour manque de preuves. Les observateurs nationaux et internationaux qui ont suivi l'élection l'ont décrite comme globalement libre, équitable, transparente et pacifique, avec un minimum de violence, contrairement à l'élection présidentielle de 2005 qui avait causé environ 400 décès et la fuite du pays d'environ 40.000 personnes.

Le gouvernement national a nommé les dirigeants, assuré le contrôle des budgets des organes publics à tous les niveaux, y compris ceux des préfectures et des municipalités, et influencé la sélection des chefs traditionnels.

Partis politiques : Le RPT, parti politique, a dominé la vie politique et contrôlé fermement l'ensemble des différents échelons de l'État. L'appartenance à ce parti conférait certains avantages, notamment un meilleur accès aux emplois publics. Bien qu'en théorie, les restrictions juridiques en matière de manifestations s'appliquent à l'ensemble des partis, elles ont surtout été imposées aux partis de l'opposition. Les forces de sécurité ont interdit et dispersé des manifestations organisées par l'opposition et procédé à des arrestations de personnes y participant (voir section 2.b.).

Au cours de l'année, l'État a refusé de réintégrer neuf députés de l'opposition qui avaient perdu leur siège pour avoir changé de parti politique en 2010 (voir section 1.e.).

Participation des femmes et des minorités : L'Assemblée nationale comptait huit femmes sur 81 députés et le gouvernement, sept femmes sur trente-deux ministres.

Les membres des groupes ethniques du sud du pays sont restés sous-représentés au niveau de l'État et de l'armée.

#### **Section 4. Corruption des fonctionnaires et transparence du gouvernement**

La loi prévoit des sanctions pénales contre les responsables publics coupables de corruption ; cependant, l'État ne l'a pas appliquée dans la pratique et les responsables publics se sont souvent rendus coupables de corruption en toute impunité. Les indicateurs de gouvernance dans le monde de la Banque mondiale pour l'année 2010 ont fait ressortir l'existence d'un problème sérieux de corruption dans la fonction publique.

Elle était par exemple fréquente chez les responsables des établissements carcéraux, les policiers et les membres du judiciaire.

Au cours de l'année, un ancien Premier ministre et deux anciens ministres ont été condamnés par contumace pour détournement de fonds.

En juillet 2010, la direction des douanes a créé un conseil de discipline pour enquêter sur la corruption des responsables, et au cours de l'année, des enquêtes ont été effectuées et des mesures disciplinaires prises, malgré l'absence de statistiques officielles.

Un tribunal indépendant, disposant d'un budget autonome, a commencé ses travaux en juillet 2010 pour poursuivre le contrôle des dépenses publiques depuis il y a quelques années jusqu'à aujourd'hui.

Les responsables publics n'étaient pas assujettis à des lois relatives à la divulgation des renseignements financiers.

Bien que le code de la presse assure l'accès du public aux informations détenues par l'administration, dans le passé l'État ne l'a accordé ni aux citoyens, ni aux non citoyens, y compris les médias étrangers, mais a fourni quelques informations au cours de l'année, notamment en les postant sur son site Web.

## **Section 5. Attitude du gouvernement face aux enquêtes internationales et non gouvernementales portant sur des violations présumées des droits de l'homme**

Toute une série de groupes nationaux et internationaux de défense des droits de l'homme ont évolué généralement sans restriction de la part de l'État et mené des enquêtes sur des affaires de violation de droits de l'homme dont ils ont ensuite publié les résultats. Les représentants de l'État se sont parfois montrés coopératifs, mais n'ont en général pas été réceptifs aux recommandations des ONG.

Le pays compte plusieurs groupes nationaux de défense des droits de l'homme, notamment la Ligue togolaise des droits de l'homme, le Centre d'observation et de promotion de l'État de droit et l'Association togolaise pour la défense et la protection des droits de l'homme.

Au cours de l'année, des informations se sont fait jour, révélant qu'en novembre 2010, les forces de sécurité avaient dispersé avec violence une marche organisée par plusieurs organisations de défense des droits de l'homme visant à protester contre les violations répétées du droit de réunion pacifique commises par l'État. Plusieurs manifestants ont été blessés.

Nations Unies et autres organisations internationales: En général, l'État a coopéré avec les organisations publiques internationales et autorisé les visites de représentants de l'ONU et d'autres organisations, dont le CICR (voir section 1.c.).

La CVJR, qui n'a pas le pouvoir de mener des poursuites ni d'accorder l'amnistie, a été mise en place en 2009 pour répondre aux pressions publiques et internationales portant sur la reconnaissance des plaintes des victimes des violences politiques commises entre 1958 et 2005. Fin 2011, la CVJR avait reçu plus de 20.000 déclarations, ouvert 7.936 affaires et tenu de nombreuses audiences publiques dans l'ensemble du pays. Bien qu'elle puisse recommander des poursuites, en fin d'année, aucune n'avait été conseillée, ni aucune recommandation de réparations. Par ailleurs, au cours de l'année, la commission a tenu des audiences publiques et a continué de recevoir les déclarations de différentes personnes concernées, mais aucune victime des violations en matière de droits de l'homme n'a reçu de réparations.

Organes publics de défense des droits de l'homme : Une commission permanente des droits de l'homme existe au sein de l'Assemblée nationale mais elle n'a pas joué un rôle important dans la définition de la politique et n'a pas porté de jugement indépendant.

La Commission nationale des droits de l'homme, organisme public, a enquêté sur de nombreuses violations présumées des droits de l'homme, notamment des actes de torture commis par l'ANR.

## **Section 6. Discrimination, abus sociétaux et traite des personnes**

La constitution et la loi interdisent toute discrimination en fonction de la race, du sexe, de la religion, du handicap, de la langue ou du statut social, mais l'État n'a pas fait effectivement respecter ces dispositions.

### **Condition féminine**

Viol et violence au foyer : La loi criminalise le viol et prévoit des peines d'emprisonnement de cinq à dix ans pour toute personne reconnue coupable de viol, et de vingt ans s'il s'agit d'un enfant de moins de 14 ans ou d'un viol en bande ou si le viol occasionne une grossesse, une maladie ou une incapacité de plus de six semaines. La loi ne prescrit pas de façon explicite le viol conjugal. Malgré la diligence de l'État à enquêter sur les cas de viols et à traduire en justice les suspects, les victimes se sont montrées toutefois réticentes à dénoncer les viols en raison de l'opprobre social lié au viol et de la peur des représailles. Selon les estimations, le viol a constitué un problème répandu dans l'ensemble du pays. Au cours de l'année, 50 personnes ont été arrêtées pour viol et en fin d'année, 46 d'entre elles étaient en prison à attendre leur procès ou l'officialisation de leur condamnation, ou à purger leur peine.

La loi n'interdit pas spécifiquement la violence familiale, qui continue de toucher de nombreuses femmes. En général, la police n'est pas intervenue en cas de situation abusive et les femmes ignoraient les mécanismes judiciaires officiels destinés à les en protéger. Malgré l'absence d'efforts de la part de l'administration pour combattre ce problème, plusieurs ONG se sont impliquées activement pour sensibiliser les femmes sur leurs droits.

Mutilations génitales féminines (MGF) : (voir section 6, Enfants.)

Harcèlement sexuel : Un décret présidentiel datant de 1984 interdit le harcèlement sexuel et mentionne spécifiquement le harcèlement des élèves et des étudiantes. Cependant, les autorités ne l'ont pas appliqué et le harcèlement sexuel est resté

problématique. La loi stipule que le harcèlement est illégal et peut conduire à des poursuites judiciaires, mais elle ne prévoit aucune peine spécifique.

Droits génésiques : L'État reconnaît le droit des couples et des individus à décider librement et de manière responsable du nombre d'enfants qu'ils souhaitent avoir, du moment de leur naissance et de l'écart entre chacun d'eux. Les établissements de santé et les ONG locales ont eu le droit de diffuser librement les informations concernant la planification familiale sous l'égide du ministère de la Santé. Bien qu'il n'y ait pas de restrictions sur le droit d'accès aux contraceptifs, selon les estimations du Fonds des Nations Unies pour la population, seulement 11 % des femmes âgées de 15 à 49 ans utilisaient une méthode de contraception moderne. Environ 62 % des naissances se seraient déroulées en présence de personnel de santé qualifié. Au mois de mai, l'État a commencé à fournir gratuitement des césariennes en raison du taux élevé de mortalité des mères et des enfants au cours d'une telle intervention. Il n'a cependant pas fourni globalement de services d'accouchement gratuits et le manque de médecins a amené la plupart des femmes à n'utiliser que les services de sages-femmes pour l'accouchement et les soins pré- et postnataux, sauf en cas de complications graves pour la mère ou l'enfant. Selon les statistiques de l'ONU de 2010, la mortalité maternelle était en 2008 de 350 décès pour cent mille naissances vivantes. Seuls les hommes et les femmes hétérosexuels bénéficient d'une égalité d'accès au diagnostic et au traitement des infections sexuellement transmises, mais les femmes étaient plus susceptibles que les hommes de tenter d'obtenir un traitement et de faire consulter leurs partenaires.

Discrimination : Bien que la loi stipule l'égalité des femmes par rapport aux hommes devant la loi, elles ont continué d'être victimes de discrimination en matière d'éducation, de retraite et d'héritage au titre du droit coutumier qui s'appliquait à la grande majorité d'entre elles. Un époux peut légalement limiter la liberté de son épouse d'exercer un emploi ou contrôler ses revenus. Dans les zones urbaines, les ventes sur les marchés et le commerce ont été dominées par les femmes et les jeunes filles ; cependant, les conditions économiques difficiles dans les zones rurales, où vivait l'essentiel de la population, ne laissaient aux femmes que peu de temps pour d'autres activités que les tâches domestiques et les travaux agricoles. Le code du travail exige l'application du principe « à travail égal, salaire égal », indifféremment du sexe, mais cette disposition n'a généralement été respectée que dans le secteur formel. Il n'existe pas de restrictions sur la propriété de biens par des femmes. Selon le droit coutumier, la femme n'a pas droit à une pension alimentaire pour elle-même ou ses enfants en cas de divorce ou de séparation, ni de droit successoral au décès de son mari. Hormis cela, elles ne sont pas soumises à des restrictions particulières en termes de propriété. La polygynie a

été pratiquée au Togo. Les femmes n'ont pas été victimes de discrimination économique en termes d'accès à l'emploi, au crédit ou à la gestion d'une entreprise.

Le ministère de l'Action sociale et de la Solidarité nationale, avec le concours des organisations indépendantes de défense des droits des femmes et des ONG affiliées, a mis en œuvre des campagnes de sensibilisation des femmes sur leurs droits. En septembre 2010, le président Faure en a lancé une autre visant à améliorer la santé des femmes et à réduire la mortalité infantile. Il a également augmenté le financement de cet effort, bien qu'à un niveau inférieur à celui promis.

## **Enfants**

Enregistrement des naissances : La nationalité s'acquiert soit par la naissance sur le territoire national, soit par la filiation.

Éducation : La scolarisation est obligatoire pour les garçons comme pour les filles jusque l'âge de 15 ans. L'éducation publique est gratuite de la maternelle jusqu'à la fin de l'école primaire ; cependant, les parents sont responsables de l'achat des manuels, fournitures, uniformes, et autres dépenses. Selon l'UNICEF, 92 % des garçons et 85 % des filles ont commencé l'école primaire, mais seulement 58 et 41 % respectivement sont allés jusqu'au bout. Pour le secondaire, le taux net d'inscription était de 34 % pour les garçons et 12 % pour les filles, mais seulement 19 % des garçons et 9 % des filles achevaient leurs études secondaires.

Maltraitance d'enfants : La maltraitance d'enfants a constitué un problème répandu. La loi interdit explicitement l'exploitation sexuelle et la prostitution infantiles, mais l'État ne la fait pas respecter dans les faits. Il n'existait pas de loi relative aux abus sexuels sur mineur. L'État a poursuivi sa collaboration avec les ONG locales pour organiser des campagnes de sensibilisation du public visant à prévenir l'exploitation des enfants.

L'État a maintenu une ligne gratuite permettant de dénoncer les cas de maltraitance d'enfants et de demander de l'aide ; ce service fournit des informations gratuites sur les droits des enfants et les procédures judiciaires. Par ailleurs, les pouvoirs publics ont mis en place un programme scolaire pour éduquer les enfants sur les droits de l'homme et a formé les enseignants sur les droits des enfants en partenariat avec l'UNICEF.

Mariage d'enfants : Selon plusieurs organisations internationales, le mariage des enfants existe à petite échelle, surtout dans le nord du pays et chez les Musulmans. Les cas étaient rarement signalés dans la mesure où les parents donnent librement leurs enfants en mariage.

Pratiques traditionnelles néfastes : La loi interdit les MGF, dont seraient toutefois victimes environ 1 % des filles selon l'UNICEF. La pratique aurait sensiblement diminué dans les zones urbaines depuis l'adoption de la loi anti-MGF en 1998. La forme la plus commune de MGF est l'excision, généralement pratiquée chez les fillettes quelques mois après leur naissance. Les MGF ne sont pas pratiquées par la plupart des grands groupes ethniques. Les personnes pratiquant les MGF étaient passibles de peines allant de deux mois à cinq ans d'emprisonnement, assorties d'amendes substantielles. Cependant, la loi est rarement été appliquée car la plupart des cas se sont produit dans des zones rurales où les droits sont mal connus. Dans certains groupes ethniques, la coutume a souvent pris le pas sur le système judiciaire. L'État a continué à financer l'organisation de séminaires d'éducation contre les MGF. Plusieurs ONG, appuyées par des organisations internationales, ont mis en place des campagnes d'information des femmes sur leurs droits et la manière de prendre soin des victimes, et tentent de proposer d'autres possibilités d'emploi aux anciennes exciseuses.

Exploitation sexuelle d'enfants : La loi interdit l'exploitation sexuelle d'enfants et prévoit des peines de un à cinq ans de prison et des amendes comprises entre 100.000 et un million de francs CFA (208 à 2.080 dollars É.-U.) à l'endroit des personnes se livrant à une telle pratique. En cas de violations concernant des enfants de moins de 15 ans, les peines peuvent aller jusque 10 ans de prison. L'âge minimum du consentement à une relation sexuelle est de 16 ans. La loi proscrit la pornographie infantile et prévoit pour les contrevenants des peines de cinq à dix ans de prison. Cependant, des cas de prostitution de mineurs ont été signalés.

Enfants déplacés : Les orphelins et les autres enfants démunis ont reçu des aides de leurs familles étendues ou d'organisations privées, mais peu de la part de l'État. Des programmes sociaux ont été mis en place pour fournir des soins de santé gratuits aux enfants pauvres.

Enlèvements internationaux d'enfants : Le pays n'est pas partie à la Convention de La Haye de 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants.

## **Antisémitisme**

La communauté juive était de taille extrêmement réduite et aucun acte antisémite n'a été signalé.

## **Traite des personnes**

Veillez vous référer au *Rapport sur la traite des personnes* du département d'État, disponible sur [www.state.gov/j/tip](http://www.state.gov/j/tip).

## **Personnes handicapées**

La loi interdit la discrimination à l'encontre des personnes présentant un handicap physique, mental ou sensoriel en matière d'emploi, d'éducation, d'accès aux soins de santé ou de prestation d'autres services publics, mais l'État n'a pas appliqué ces dispositions dans les faits. Il n'existait pas de discrimination officielle déclarée à l'égard des personnes handicapées, certaines d'entre elles occupant des postes publics, mais la discrimination sociétale dont elles sont victimes constituait un véritable problème. L'État n'exige pas que les personnes handicapées disposent d'un accès facilité aux locaux publics ou privés, bien que certains bâtiments publics soient équipés de rampes d'accès. Si, en théorie, la loi oblige l'État à aider les personnes handicapées et à les protéger de l'injustice sociale, l'assistance qu'il leur fournit de fait est limitée.

La direction chargée des personnes handicapées, placée sous l'autorité du ministère de l'Action sociale et de la Solidarité nationale, est responsable de la protection des droits des personnes handicapées. Au cours de l'année, le ministère a mené des campagnes de sensibilisation contre la discrimination et pour l'égalité, distribué des aliments et des vêtements et offert quelques formations professionnelles à des personnes handicapées.

## **Minorités nationales/raiales/ethniques**

La dominance du secteur privé, du commerce, des professions libérales et du secteur public et militaire par des membres du groupe ethnique kabyè, dont sont issus l'ancien et l'actuel présidents, a été source de tensions politiques. Les partis politiques avaient tendance à avoir des bases ethniques et régionales facilement identifiables : ainsi, le RPT compte plus d'adhérents parmi les ethnies du nord que du sud ; l'inverse est vrai pour l'UFC et le CAR, partis de l'opposition.

## **Abus sociétaux, discrimination et actes de violence basés sur l'orientation et l'identité sexuelles**

Le Code pénal prévoit qu'une personne qui s'engage dans une activité sexuelle homosexuelle consensuelle est passible d'une peine allant d'un à trois ans d'emprisonnement et d'une amende de 100.000 à 500.000 francs CFA (environ 208 à 1.041 dollars É.-U.). Aucune poursuite n'a été engagée pour homosexualité ou l'accusation souvent apparentée d'« outrage aux mœurs ». Les huit personnes arrêtées en 2010 pour actes homosexuels étaient toujours en prison.

La discrimination sociétale basée sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre était une réalité et il n'existait au Togo aucune organisation lesbienne, gay, bisexuelle et transgenre.

### **Autres formes de violence ou discrimination sociétale**

La loi interdit la discrimination à l'égard des personnes infectées par le VIH-sida. L'État a financé des émissions visant à décourager ce type de discrimination. Cependant, les personnes vivant avec le VIH-sida ont continué d'être victimes d'une discrimination sociale considérable.

## **Section 7. Droits des travailleurs**

### **a. Liberté d'association et droit à la négociation collective**

La constitution et la loi autorisent les travailleurs, à l'exception des forces de sécurité (y compris les sapeurs-pompiers et la police), à former des syndicats et à y adhérer et à procéder à des négociations collectives. Les travailleurs ont le droit de faire grève, y compris les agents de santé du secteur public, mais cette catégorie peut être forcée à reprendre le travail pour assurer la sécurité personnelle et le bien-être de la population. La loi proscrit les sanctions à l'encontre des grévistes par leurs employeurs et la discrimination antisyndicale était interdite. La loi accorde des dérogations pour certaines dispositions du code du travail. Par exemple, elle ne reconnaît pas les droits syndicaux des travailleurs dans les zones franches industrielles (ZFI). Les syndicats n'ont généralement pas librement accès aux ZFI ni le droit d'y recruter. Les employés des sociétés des ZFI ne bénéficient pas de la même protection contre la discrimination antisyndicale que les autres employés, notamment des réglementations relatives à l'embauche et au licenciement.

La loi reconnaît le droit de négocier une convention collective, mais celui-ci se limite à une convention nationale unique qui doit faire l'objet de négociations et de l'approbation par les représentants de l'État, des syndicats et des employeurs. Tous les employés du secteur formel étaient couverts par cette convention collective qui établit une grille nationale des salaires pour tous les travailleurs du secteur formel. L'État a participé à ce processus à la fois en tant que médiateur ouvriers-patrons et en tant que plus grand employeur du secteur formel, puisqu'il dirigeait de nombreuses entreprises publiques qui détenaient le monopole dans de nombreux secteurs de l'économie formelle. Les groupes individuels du secteur formel pouvaient essayer de négocier des accords plus favorables aux travailleurs à travers une convention collective par secteur ou par entreprise, mais cette option a rarement été utilisée.

Bien que la liberté d'association et le droit de se syndiquer aient été globalement respectés, surtout en dehors des ZFI, le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale n'a pas fait appliquer la protection contre la discrimination antisyndicale. Les employés des sociétés des ZFI ne bénéficiaient pas de la même protection contre la discrimination antisyndicale que les autres employés, bien que deux syndicats aient été créés fin 2009 pour représenter les travailleurs de ces zones.

Les organisations de travailleurs étaient indépendantes de l'État et des partis politiques.

### **b. Interdiction du travail forcé ou obligatoire**

Le code du travail interdit le travail forcé ou obligatoire sous toutes ses formes, y compris le travail des enfants, mais l'État ne l'a pas fait appliquer dans la pratique.

Des cas de travail forcé ont été signalés. Les enfants y ont parfois été soumis, surtout comme domestiques, porteurs et revendeurs ambulants, et ils étaient contraints d'effectuer des travaux agricoles et de mendier. Les femmes et les filles y ont également été sujettes, comme domestiques. Des enfants ont été victimes de la traite et plongés dans l'asservissement.

Selon les statistiques publiques, 278 victimes de la traite ont été libérées au cours de l'année. En 2010, l'État a doublé le nombre d'inspecteurs du travail pour atteindre 62 en tout. Au cours de l'année, il a mené des formations et des activités de sensibilisation à l'intention de différents responsables publics, comme les policiers ou les inspecteurs de douanes, et des entreprises privées. En outre, les

travaux se sont intensifiés avec les comités locaux qui tentent à la fois de sensibiliser la population concernant la traite et le travail forcé et d'en signaler les occurrences. Au cours de l'année, l'État s'est également mis, avec l'aide de l'UNICEF, à subventionner les familles pauvres avec de très jeunes enfants dont on estimait qu'ils risquaient de devenir victimes de la traite.

Veillez également vous référer au *Rapport sur la traite des personnes* du département d'État, disponible sur [www.state.gov/j/tip](http://www.state.gov/j/tip).

### **c. Interdiction du travail des enfants et âge minimum requis pour travailler**

Le code du travail interdit l'emploi des enfants de moins de 15 ans dans toute entreprise et tout type d'emploi, ainsi que le travail de nuit des enfants de moins de 18 ans. Par ailleurs, il exige un temps de repos quotidien d'au moins 12 heures pour tous les enfants qui travaillent. Cependant, pour certains types d'emplois industriels et techniques, l'âge minimum est de 18 ans. Le Code de l'enfant de 2007 interdit l'emploi des enfants dans ses formes les plus perverses, y compris la traite des enfants, la prostitution et la pornographie infantiles et l'utilisation des enfants dans les conflits armés. Cependant, la loi autorise également l'emploi d'enfants âgés de 16 ans minimum dans des secteurs qui pourraient vraisemblablement porter atteinte à leur santé, leur sécurité ou leurs mœurs.

Bien que le ministère de l'Action sociale et de la Solidarité nationale soit responsable de veiller au respect de l'interdiction concernant les pires formes de travail des enfants, l'État n'a pas fait appliquer la législation sur le travail des enfants dans la pratique. Les inspecteurs du ministère ont fait respecter ces conditions d'âge, mais uniquement dans le secteur formel en milieu urbain. Les ressources étant limitées, l'application de la loi sur le travail des enfants a été restreinte, et les peines insuffisantes pour décourager les abus. Le ministère a financé un centre d'accueil des enfants abandonnés et collaboré avec des ONG pour lutter contre la traite des enfants. Il a organisé régulièrement des ateliers en collaboration avec l'UNICEF, l'OIT, les ONG, les syndicats et d'autres partenaires pour sensibiliser la population sur le travail des enfants en général, et le travail forcé en particulier.

Le travail des enfants a constitué un problème. Selon l'UNICEF, 29 % des enfants âgés de 5 à 14 ans travaillaient. Certains commençaient à travailler à l'âge de 5 ans et rataient souvent une grande partie de leur année scolaire. Des enfants ont travaillé dans les zones rurales comme urbaines, principalement dans les champs

familiaux et dans le petit commerce et comme porteurs ou domestiques. Dans certains cas, ils ont travaillé comme employés d'usine. Dans le secteur agricole, ils ont aidé leurs parents à la récolte du coton, du cacao et du café, et ils ont participé à la production de denrées alimentaires pour la consommation familiale, telles que les haricots et le maïs.

Les travaux dans les carrières constituaient l'activité la plus dangereuse pour les enfants. Ils y aidaient leurs parents à briser des pierres à la main et transportaient des seaux de gravier sur la tête. Ces travaux n'étaient pas approuvés par l'État et ne s'effectuaient que dans de petites carrières privées. Des ONG locales de bonne réputation ont signalé que la majorité des enfants qui y travaillaient n'exerçaient cette activité que le week-end ou pendant leurs vacances, mais certains ont abandonné l'école pour y travailler à temps plein.

Dans les zones urbaines et rurales, surtout dans les secteurs agricole et du petit commerce, de très jeunes enfants ont souvent aidé les membres de leur famille à accomplir leurs travaux. Dans les zones rurales, les parents ont parfois envoyé de jeunes enfants dans d'autres foyers pour servir comme domestiques, moyennant un paiement unique d'un montant aussi bas que 12.500 à 17.500 francs CFA (26 à 36 dollars É.-U.).

Veillez également vous référer aux *Conclusions sur les pires formes de travail des enfants* du département du Travail, disponible sur [www.dol.gov/ilab/programs/ocft/tda.htm](http://www.dol.gov/ilab/programs/ocft/tda.htm).

#### **d. Conditions de travail acceptables**

L'État fixe les salaires minimums pour les différentes catégories de main-d'œuvre, depuis les postes non qualifiés aux postes des cadres professionnels. Au cours de l'année, le salaire minimum est passé à 35.000 francs CFA (73 dollars É.-U.) par mois. Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale est chargé de faire respecter la grille de salaire minimum, surtout dans le secteur privé.

Les heures de travail pour tous les employés dans toute entreprise ne doivent normalement pas dépasser 40 heures par semaine, sauf pour le secteur agricole. Il faut obligatoirement au moins 24 heures de repos par semaine et les congés payés sont normalement de 30 jours par an. Les heures de travail pour les employés du secteur agricole ne doivent pas dépasser 2.400 heures par an (soit 46 heures par semaine). La loi exige le paiement des heures supplémentaires et prévoit des restrictions sur les heures supplémentaires excessives. Un comité consultatif

technique, créé au sein du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, définit des normes d'hygiène et de sécurité sur le lieu de travail. Il peut faire payer des amendes aux employeurs qui ne respectent pas ces normes, et les employés ont le droit de porter plainte sans crainte de représailles auprès des inspecteurs du travail pour conditions insalubres et dangereuses. Les travailleurs ont le droit légal de se soustraire à des conditions dangereuses sans compromettre leur emploi. Les lois du travail garantissent également la protection des travailleurs étrangers en situation régulière. En revanche, elles ne couvrent pas les travailleurs du secteur informel et des ZFI.

Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, qui dispose de 62 inspecteurs du travail, n'a pas fait appliquer la loi dans la pratique.

Les employeurs ont souvent ignoré les lois en vigueur et payaient souvent des salaires inférieurs au salaire minimum, surtout aux travailleurs non qualifiés. Nombreux sont les travailleurs qui ont complété leurs revenus par un second emploi ou une agriculture de subsistance.

Au mois d'octobre, l'État a mis en place pour la première fois un plan d'assurance santé pour les employés du secteur public. La loi oblige les grandes entreprises à mettre à la disposition de leurs employés des services médicaux ; si, en général, elles se sont efforcées de respecter les règles d'hygiène et de sécurité sur le lieu de travail, ce n'a souvent pas été le cas pour les petites sociétés.